

Sud

Solidaires, unitaires, démocratiques

RENAULT

GUYANCOURT – AUBEVOYE

1 AVENUE DU GOLF 78084 GUYANCOURT CEDEX
API : FR TCR LOG 0 23

CR : ☎ 01 76 83 22 93 ☎ 06 82 55 83 16 ☎ 01 76 89 12 36

TA : ☎ 01 76 87 63 09 ☎ 06 04 18 63 89 ☎ 01 76 89 02 85

sud.guyancourt@renault.com

sud.aubevoye@renault.com

www.sudrenault.org

Union
syndicale
Solidaires
industrie

Tract N°14 Juin 2015

C.I.R. (Crédit Impôts Recherche) :

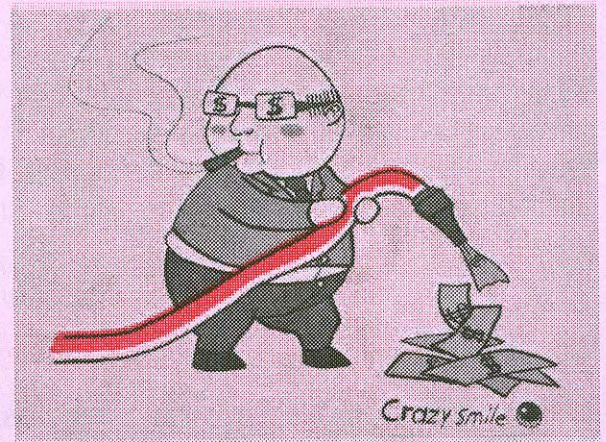
Pompe à fric de Renault ! De l'argent public pour enrichir nos dirigeants et les actionnaires...

Minutes du COMITE D'ETABLISSEMENT DE GUYANCOURT

Séance extraordinaire du 26 Février 2009 : M. LE PRESIDENT

(M. OLLIVIER B. Directeur des Etablissements d'Ingénierie France) :

« D'abord, il n'y a rien de déshonorant d'être une pompe à fric. »



Le CIR, un outil pour créer des emplois et développer la recherche ?

Depuis de nombreuses années, les gouvernements successifs exonèrent d'impôts les entreprises pour les rendre plus « compétitives » et pour qu'elles créent des emplois : C.I.R., CICE, exonérations de charges pour l'emploi des jeunes, des anciens, Tout cela sans contrôle et surtout sans se donner les moyens de le faire.

En 2013, le CIR représentait à lui tout seul un coût budgétaire de 5 milliards pour l'état français. Il est une aubaine par les entreprises, pendant que les ménages plient sous l'alourdissement des impôts.

Le bilan est tellement accablant, avec plus de 5 millions de demandeurs d'emplois toutes catégories confondues, des milliers de jeunes et d'anciens dans la précarité (stages, CDD à répétition), des caisses d'organismes sociaux déficitaires (Sécu, retraites, chômage, santé, éducation, etc...), **que la cours des comptes a fini par demander... des comptes !!!!**

Surtout que dans le même temps les grosses entreprises du CAC 40 affichent d'énormes profits.

Commission d'enquête du sénat

Pour continuer à justifier le CIR le sénat a nommé une commission d'enquête ad hoc, composée de sénateurs (dont certains sont aussi des chefs d'entreprises) qui pour la plupart, défendent depuis des années cette politique libérale de transfert de l'argent public vers les entreprises. Les mêmes ne se privent pas de qualifier « d'assistés » les allocataires du chômage ou de la CMU. Cette commission d'enquête s'est ingéniée à surtout ne pas poser les questions qui fâchent et a convoqué à ses travaux principalement des chefs d'entreprises qui ont bien sûr justifié l'utilité du CIR.

Mais patatras ! Un reportage de « l'œil du 20H » sur France 2 démontre preuves à l'appui que certaines entreprises **dont Renault** ne se cachent pas d'utiliser le CIR comme « pompe à fric » et que leurs effectifs et budgets R&D en France sont en baisse constante malgré le bénéfice du CIR.

<http://blog.francetvinfo.fr/oeil-20h/2015/05/06/video-optimisation-fiscale-renault-ne-cale-pas-sur-le-credit-impot-recherche.html>

Les sénateurs mécontents ont donc dû convoquer des dirigeants de Renault pour qu'ils viennent se défendre...

